



GREENPEACE

NUCLEAIRE, DANGER

Depuis des décennies déjà, Greenpeace France alerte sur les dangers de l'énergie nucléaire qui reste omniprésente en France avec 75% de la production d'électricité d'origine nucléaire, 19 centrales et 58 réacteurs nucléaires éparpillés sur le territoire. Fin 2016, un rapport du cabinet d'analyse financière, AlphaValue (commandité par Greenpeace France) soulignait que le coût de gestion du démantèlement et des déchets était bien trop sous-évalué et que si l'Etat cessait de réinjecter de l'argent public dans l'entreprise EDF, cette dernière serait en faillite. Fin 2017, Greenpeace France alertait une nouvelle fois les autorités sur le manque de sécurité du parc nucléaire français, en révélant – dans un rapport non publié et remis aux autorités compétentes - une des failles dans la sécurisation des installations nucléaires : les 58 piscines, où sont entreposées les combustibles usés et très radioactifs, sont vulnérables face au risque d'agressions extérieures.

CAHIER D'ACTEUR DE GREENPEACE

Intégrer les contraintes de sécurité et de sûreté nucléaires dans la PPE

INTRODUCTION

La PPE doit traduire l'objectif de la loi de Transition énergétique, votée en 2015, qui doit ramener la part du nucléaire à 50% du mix électrique (contre 75% aujourd'hui) d'ici à 2025. L'enjeu est de taille car la France est très en retard dans sa transition énergétique. Avec la PPE, nous pouvons choisir de poser les bases d'un système électrique qui d'ici quelques décennies, sera entièrement renouvelable, rentable et sans danger. Ou laisser l'industrie du nucléaire, une nouvelle fois, dicter notre politique énergétique avec de coûteux investissements dans une technologie dangereuse et productrice de déchets millénaires : l'énergie nucléaire. Pour accélérer la transition, la PPE doit planifier la réduction rapide du nucléaire dans notre système électrique. Fermer des réacteurs nucléaires, c'est permettre le développement des énergies renouvelables. Car avec une consommation d'électricité qui est assez stable et va tendre à diminuer dans les prochaines années, et des exportations qui ne visent en aucun cas à augmenter, le réseau électrique est actuellement saturé par l'énergie nucléaire et n'a plus de place pour le développement des énergies renouvelables. Autrement dit, il faut faire sauter le verrou nucléaire pour laisser la place au déploiement des énergies renouvelables sur le réseau électrique français. Car tant que le nucléaire pèse aussi lourd dans les budgets de l'Etat et d'EDF, il n'y aura ni investissements, ni investisseurs dans les énergies renouvelables.

Par ailleurs, le gouvernement, dans l'élaboration de la PPE, doit se poser les bonnes questions : EDF est-elle réellement en mesure de prolonger son parc nucléaire et/ou de construire de nouveaux réacteurs au regard de sa situation financière extrêmement dégradée, des défauts de sûreté et sécurité des installations actuellement en fonctionnement et de la perte de savoir-faire ?

COMMENT PARLER DE POLITIQUE ENERGETIQUE SANS PARLER DE SECURITE NUCLEAIRE ?

En octobre 2017, Greenpeace France a remis aux autorités françaises compétentes sur la sécurité nucléaire un rapport détaillant les lacunes des installations nucléaires françaises en matière de risque d'actes de malveillance et de terrorisme. Cette question fondamentale pour la sécurité des citoyens français et européens doit être prise en compte dans le débat énergétique.

Les installations nucléaires françaises, conçues dans les années 70 n'ont jamais été pensées et construites en tenant compte du risque d'actes de malveillances. Ainsi, bon nombre des équipements et bâtiments ne résisteraient pas à des agressions externes organisées. En particulier, les piscines d'entreposage du combustible usé sont extrêmement fragiles face aux actes de malveillance. Ces parties sont pourtant les installations qui contiennent le plus de radioactivité dans les centrales nucléaires.

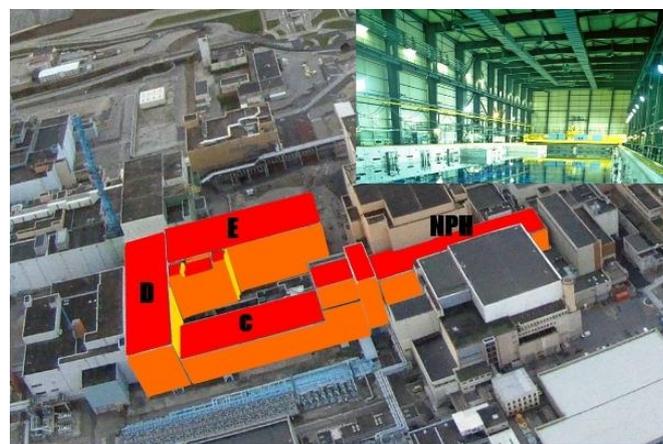
En cas d'attaque extérieure, si une piscine est endommagée et que l'eau s'écoule, le combustible n'est plus refroidi. L'accident nucléaire se déclenche avec des conséquences radiologiques très graves. Les centrales nucléaires sont incapables de résister à une chute d'avion de ligne que ce soit sur le bâtiment réacteur ou, en encore moins, sur le bâtiment contenant les combustibles usés, les piscines, qui peuvent contenir une capacité de radioactivité jusqu'à 3 fois celle du réacteur (cf. schéma représentatif page 3).

Le bâtiment contenant les combustibles usés ne résisterait pas non plus à un tir d'une arme de type lance-roquette (cf schéma représentatif page 3).

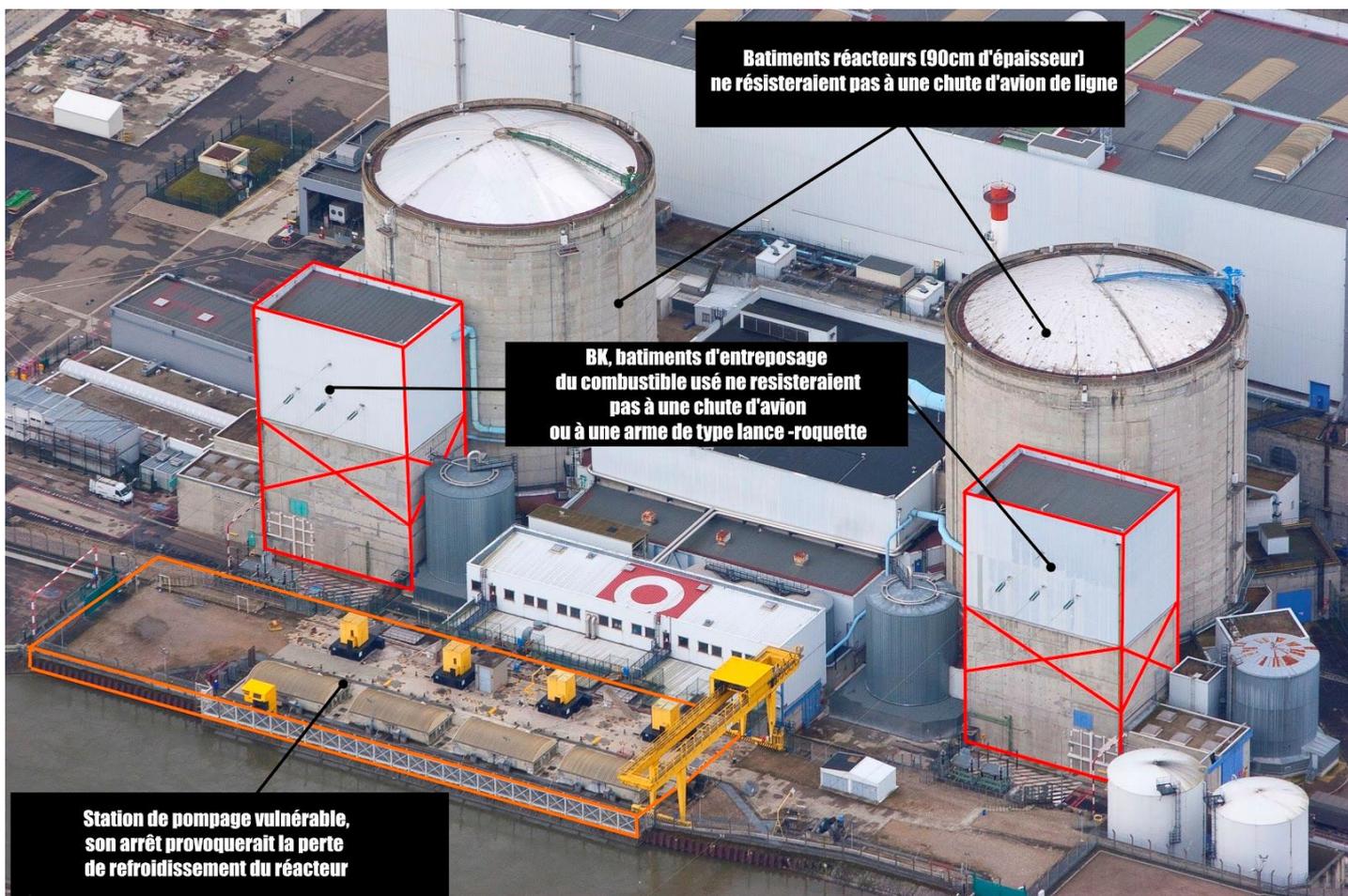
Le contexte actuel géostratégique et de menace montre tous les jours que cette question doit être prise en compte. Or Greenpeace France a démontré, par son

expertise et ses intrusions, que les installations nucléaires françaises sont très vulnérables. Par ailleurs, les nombreux survols de centrales nucléaires par des drones, survenus en 2014 et depuis, ont montré l'incapacité des autorités à faire face à ce type de risque d'agression, puisqu'elles n'ont pas pu démontrer qui en était à l'origine. Enfin, des armes du type de celles saisies encore récemment à Saint-Denis le 20 août 2017 et à Port-de-Bouc le 3 octobre 2017, pourraient malheureusement occasionner une brèche importante dans les piscines de d'entreposage de combustible usé et provoquer la perte de l'eau de refroidissement occasionnant ainsi un accident d'une ampleur supérieure à celle de l'accident de Fukushima.

Les centrales nucléaires ne sont pas les seules à poser un grave problème de sécurité: toutes les installations du cycle du combustible sont également exposées au risque d'agressions externes: Les piscines d'entreposage de l'usine Orano (ex-Areva) de La Hague, par exemple, contiennent à elles seules, l'équivalent d'une centaine de cœurs de réacteur stockés dans un vulgaire hangar extrêmement vulnérable.



Piscines C, D, E, NPH de l'usine Orano de La Hague contenant environ 10 000 tonnes de combustible usés dont plus de 1500 tonnes de MOX (Combustible au plutonium).



Ci-dessus, pour exemple la centrale nucléaire de Fessenheim et certaines de ses failles de sécurité. Le parc nucléaire français dans son ensemble présente les mêmes failles face aux agressions externes.

COMMENT PARLER ELECTRICITE SANS PARLER SURETE NUCLEAIRE ?

Les installations nucléaires françaises ont toutes approximativement le même âge. Elles approchent des 40 ans, âge maximum pour lesquelles elles ont été conçues. Ce vieillissement occasionne des faiblesses considérables. Par ailleurs, plus de 1000 anomalies sur plus de 37 réacteurs ont été recensées par début 2018. En outre, le physicien nucléaire Bernard Laponche a expliqué lors de son audition à la Commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires qu'il a recensé 10 types d'anomalies graves qui touchent les 58 réacteurs français en fonctionnement.

Comment projeter un futur de l'énergie nucléaire alors que la technologie EPR n'est pas au point ?

A Flamanville, le chantier de l'EPR a déjà pris 7 ans de retard et a atteint des surcoûts de 8, 2 milliards d'euros. Fin 2014, l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) a détecté des anomalies sérieuses sur la cuve de l'EPR de Flamanville et son couvercle : ils comportent des excès de carbone et ne sont donc pas conformes. Cela signifie qu'en cas de changement brutal de température, la cuve pourrait rompre.

Des révélations dans la presse en avril 2017 ont montré que depuis 2005, les deux industriels, EDF et AREVA (nouvellement rebaptisé ORANO) savaient que l'usine Creusot Forge d'AREVA n'était pas en capacité de produire des pièces conformes aux normes de sûreté. Pendant plus de dix ans, EDF et AREVA ont donc laissé fabriquer des pièces défectueuses pour les centrales nucléaires, dont l'EPR de Flamanville. Et l'EPR de Flamanville, s'il démarre un jour, fonctionnera avec des pièces défectueuses.

Par ailleurs, en avril 2018 EDF a annoncé que des soudures non conformes aux exigences de sûreté ont été faites sur l'EPR de Flamanville. Normalement les soudures doivent être réalisées selon le principe de « non rupture ». Or aujourd'hui, un tiers des soudures sur le circuit secondaire principal de l'EPR de Flamanville ne sont pas conformes.

COMMENT PARLER ELECTRICITE SANS PARLER DECHETS NUCLEAIRES?

La filière nucléaire produit des milliers de tonnes de déchets nucléaires dont certains sont mortels pour l'homme pendant des centaines de milliers d'années.

Le démantèlement des installations obligera lui aussi à la gestion de milliers de mètres cubes de déchets nucléaires supplémentaires. A ce jour aucune bonne solution n'a été trouvée pour gérer ces déchets de manière sûre et la proposition de les enfouir en profondeur est totalement irresponsable et inacceptable.

QUE PEUT FAIRE LA PPE FACE AU RISQUE NUCLEAIRE ?

Ne pas décider de programmer la réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique français, c'est prendre un risque énorme pour les millions d'habitants sur le territoire français, mais également dans les pays voisins. Les représentants politiques et les citoyens luxembourgeois, allemands, belges et suisses interpellent régulièrement les autorités françaises sur les lacunes de sûreté et sécurité des centrales nucléaires françaises.

La PPE peut et doit déterminer et échelonner le nombre de réacteurs à fermer.

La PPE doit donner une trajectoire claire de réduction de la part du nucléaire dans le mix électrique français et ainsi programmer le nombre de réacteurs à fermer pour atteindre l'objectif fixé par la loi : 50 % de nucléaire dans le mix électrique français à horizon 2025. La PPE doit donner une visibilité claire sur l'évolution du parc nucléaire pour éviter des investissements inutiles et anticiper et accompagner les fermetures de réacteurs dans les territoires.

Elle doit mettre les français à l'abri de la faillite de la filière nucléaire qui pèse sur les comptes publics, et à l'abri du risque d'accident nucléaire.